



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
29 juin 2022

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

AUX ÉTATS-UNIS, LES INTÉGRISTES DE LA COUR SUPRÊME CONTRE LE DROIT DES FEMMES

Vendredi dernier, les juges de la Cour suprême des États-Unis ont supprimé l'arrêt « Roe contre Wade », datant de 1973, qui garantissait le droit à l'avortement dans l'ensemble du pays. La remise en cause des droits des femmes à disposer de leur corps, acquis après de nombreuses luttes, n'est hélas pas nouvelle (la Pologne l'an dernier, par exemple). Mais que ce soit au tour du pays le plus puissant et soi-disant le plus moderne de la planète, est un signal dangereux pour les femmes du monde entier, notamment celles des classes populaires.

Six juges et de gros lobbies derrière eux

Cette abolition du droit à l'avortement, décidé à six contre trois, par les juges de la Cour suprême, saluée comme « *la volonté de Dieu* » par Donald Trump, n'est pas seulement le fait de ces juges réactionnaires : sur les 50 États des USA, treize avaient déjà préparé leurs lois d'interdiction, n'attendant que le décret de la Cour suprême pour les appliquer. D'autres pourraient suivre. Le Texas avait même pris les devants, en septembre 2021, avec sa loi dite du « battement de cœur » qui interdit l'avortement après six semaines de grossesse, un délai quasi impossible à respecter.

Quant à la Cour suprême, elle avait, la veille même, le jeudi, autorisé le port d'arme dans la rue à New York pour satisfaire le puissant lobby des armes, malgré les récents massacres dans des écoles aux USA. Le « droit à la vie » a bon dos !

Les femmes pauvres premières victimes

Passons sur l'hypocrisie d'Apple ou de la banque Morgan qui ont annoncé qu'elles financeraient les trajets de leurs salariées qui auraient besoin d'aller dans un autre État pour avorter. Est-ce pour paraître plus libérales ? Ou plutôt parce que l'interdiction de l'avortement coûterait plus de 105 millions de dollars à l'économie américaine par an, en raison des complications liées aux avortements illégaux et aux soins qu'ils entraînent, quand ce ne sont pas des décès ?

Ce sont comme toujours les femmes des classes populaires qui subissent les conséquences les plus dures de ces attaques, celles qui ont les plus bas salaires ou sont non-salariées, les plus précaires.

L'hypocrisie des gouvernants démocrates

Biden s'indigne, mais se dit impuissant, pour ne

gêner personne. Sa seule solution : voter pour les démocrates aux prochaines élections parlementaires, après avoir appelé au calme. Heureusement, il n'a pas été écouté et les protestations se sont multipliées.

En France, l'ensemble du monde politique cherche à se donner le beau rôle en annonçant une potentielle inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, comme si ça garantissait quoi que ce soit. Mais les mêmes, Macron en tête, détruisent l'hôpital public, stoppent les subventions au planning familial par leurs plans d'économie, rendant, non par la loi mais par les faits, l'avortement extrêmement compliqué pour bien des femmes ! Ce n'est pas la Cour suprême, mais c'est la Cour des comptes qui, trouvant la santé trop coûteuse, dicte ses lois.

Combattre reculs et idées réactionnaires

Ici comme aux USA, les plus réactionnaires sont à l'offensive, et dans les commandos anti-avortement, anti-immigration, xénophobes et racistes on retrouve souvent les mêmes. Quand en 2019 les subventions de l'État au planning familial du Rhône ont été réduites de 43 438 euros (soit 30 %), ce sont les élus du RN qui ont applaudi vigoureusement. Les mêmes déblatèrent sur *CNews*, la chaîne de Bolloré, qui diffusait un film anti-IVG l'an dernier.

Contre tous ces promoteurs d'idées rétrogrades, contre la régression sociale, nous ne pouvons que nous sentir renforcés par les manifestations de ce week-end à Washington et dans de nombreuses villes des USA pour protester contre la décision de la Cour suprême. **Et rappelons-nous que, ces dernières années, ce sont les manifestations de masse et la lutte des femmes qui ont arraché le droit à l'avortement, en Argentine ou en Irlande.**

Désordre capitaliste...

À cause d'un manque de puces électroniques, il y a plus de 3 semaines de chômage à PSA Sochaux, 8 jours encore à PSA Rennes. À PSA Poissy, le chômage impacte maintenant les secteurs bacs batteries à cause de la baisse de la production de voiture électriques à PSA Trnava.

Toute cette désorganisation met en lumière l'incapacité des capitalistes à gérer la production et l'économie. Ce n'est pas à nous d'en faire les frais : exigeons que le chômage soit payé à 100 % !

... chez nous aussi !

Finalement, on a nous aussi droit à un « landing ». L'atterrissage est moins violent que dans les usines terminales, mais les H- se multiplient un peu partout ces jours-ci. Et nos collègues intérimaires sont à nouveau priés d'aller voir ailleurs... en attendant que PSA ait besoin de nous faire à nouveau tous bosser tous les samedis. Ou qu'on décide, tous également, de lui imposer un rythme de travail enfin normal...

Mémoire sélective

Pendant la vague de chaleur, la direction n'a fait déposer des bouteilles d'eau qu'à la porte principale. À croire qu'elle avait oublié l'existence des vestiaires du bâtiment G. Par contre, quand il s'agit de surveiller les sorties, elle est capable de se rappeler qu'il y a un tourniquet pas loin...

Un label peut en cacher un autre

Pour obtenir son label Green Factory, notre site doit réduire ses consommations d'eau, d'électricité, etc. Par contre, rien ne dit qu'on soit obligés réduire aussi la consommation de savon liquide.

Alors si seule la moitié des distributeurs des vestiaires bénéficie d'un remplissage, ça a plutôt à voir avec le label « Gros Profits Factory ».

Entourloupe en vue sur nos salaires

La direction de Stellantis prévoit un accord d'intéressement pour les 3 prochaines années. Au lieu de calculer le montant sur les résultats mondiaux ce sera notamment sur les résultats européens : une petite astuce pour limiter encore les montants.

Ce dont on a besoin, ce n'est pas de cette prime volatile. On veut du ferme : une augmentation de salaire mensuelle de 400 euros.

PSA Douvrin : encore un mensonge

En mai 2021, la direction de PSA avait promis un nouveau moteur EB GEN3 pour l'usine de PSA Douvrin près de Lille. Les élections législatives passées, elle annonce qu'il n'y en aura pas. L'usine fermera définitivement pour fin 2024, après arrosage d'argent

public sans contrepartie : 1 milliard de l'État, 80 millions de la Région ! Les 1 500 ouvriers de Douvrin ne peuvent compter que sur leur force collective pour obliger PSA à maintenir leurs emplois et leurs salaires.

Serbie : viré de l'entreprise ou de chez soi

Mercredi 300 travailleurs de l'usine Stellantis-Fiat de Kragujevac en Serbie ont bloqué la principale autoroute menant à Belgrade. Tavares veut fermer leur usine pour 2 ans sous prétexte de passage à l'électrique. Un chantage aux 2 000 salariés de l'usine : se faire licencier pour presque rien ou partir travailler en Slovaquie, Pologne, Italie ou Allemagne pour 2 ans à leur frais et sans garanties pour l'avenir.

Les travailleurs dénoncent aussi le gouvernement serbe qui a accordé 48 millions de subventions aux actionnaires du groupe. Stellantis teste ce type de fermeture qui peut nous tomber dessus ici aussi, en France : espérons que la révolte se propage !

Lear Jarny : encore une victoire sur les salaires !

La centaine de travailleurs de l'usine de sièges automobiles Lear de Jarny, en Meurthe-et-Moselle, s'est mise en grève le 7 juin. Ils produisent pour Renault Sovab près de Metz qui a dû fermer le 8 juin à cause de la grève. Ils réclamaient 100 € nets, le 9 juin les travailleurs les ont obtenus : 70 € d'augmentation + 30 € de prime par mois.

Avec les manques de pièces et de semi-conducteurs, les patrons ne pouvaient pas risquer de manquer de sièges. Les ouvriers ont fait reculer Lear et Renault par la grève ? Nous aussi, nous pourrions faire plier PSA.

Un démagogue à la tête de l'UEFA

Balayant les critiques sur l'accumulation de matchs et la surcharge du calendrier, Aleksander Ceferin, président de l'UEFA, a déclaré que « ceux qui devraient vraiment se plaindre, ce sont les ouvriers dans les usines qui gagnent 1000 euros par mois ». Si les ouvriers sont trop peu payés, c'est la faute de leurs patrons, pas celle des footballeurs ! Et nombre d'entre eux n'ont pas attendu Ceferin pour l'exprimer, notamment en faisant grève.

Du fric pour l'hôpital public !

À ce jour, plus de 120 services d'urgence sont fermés faute de personnel. Et que propose le gouvernement ? Un plan « flash » dont les conclusions pourraient être... reportées !

Seule la lutte des agents arrachera les embauches massives et les 400 euros mensuels d'augmentation pour tous nécessaires pour sauver l'hôpital.